



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

SÉMINAIRE DES DIRIGEANTS ÉMERGENTS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

LEADERSHIP EN PÉRIODE D'INCERTITUDE

Du 8 au 30 juin 2021

En ligne, via Zoom pour le gouvernement

BIOGRAPHIES

DIRECTION

Mme Kate Almquist Knopf occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises (CMI), une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

Dr. Luka Kuol est le doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En tant que Doyen, Luka Kuol dirige les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé

dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni.

Avant de rejoindre le Centre africain, le Dr Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.

CONFERENCIER PRINCIPAL

S.E. Olusegun Obasanjo a été président de la République fédérale du Nigéria de 1999 à 2007. Il a aussi dirigé le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria et a été commandant des forces armées nigérianes, de 1976 à 1979, année où il a présidé la transition volontaire vers un régime civil démocratique. En 2008, il a été nommé envoyé spécial pour l'Afrique par les Nations Unies et a depuis supervisé des élections démocratiques au nom de l'Union africaine et de la CEDEAO.

Le président Obasanjo est l'un des plus distingués hommes d'État d'Afrique. Il apporte avec lui un engagement de longue date en faveur de la paix sur le continent africain, ainsi qu'une connaissance intime de l'univers politique de l'Afrique centrale. Il a été impliqué dans un certain nombre d'efforts de médiation internationaux, en particulier en Namibie, en Angola, en Afrique du Sud, au Mozambique et au Burundi. Le président Obasanjo a constamment soutenu l'approfondissement et l'élargissement de la coopération régionale à travers la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la zone de l'Alliance de prospérité comprenant le Bénin, le Ghana, le Nigeria et le Togo.

En 2008, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, l'a nommé Envoyé spécial dans la région des Grands Lacs, où il a joué un rôle essentiel dans les efforts de médiation dans l'est de la

République démocratique du Congo. Il a auparavant été président du Groupe des 77, président de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth et président du Comité de mise en œuvre des chefs d'État et de gouvernement du NEPAD.

ANIMATEURS (en ordre alphabétique)

S.E. Mme Kamissa Camara est experte invitée senior pour le Sahel à l'Institut Américain de la Paix. Elle est analyste politique et praticienne en Afrique subsaharienne et possède 15 ans d'expérience professionnelle. Elle a été ministre des affaires étrangères du Mali, ministre de l'économie numérique et de la planification et, plus récemment, chef d'état-major du président du Mali. Auparavant, elle a occupé le poste de conseillère principale en politique étrangère auprès du président.

Avant de travailler avec le gouvernement malien, Mme Camara a occupé des postes de direction à Washington, D.C., auprès de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, de la National Endowment for Democracy (NED) et de PartnersGlobal. Au sein de NED, elle a cofondé et assuré la co-présidence du Forum stratégique pour le Sahel. Elle a également dirigé un programme de plusieurs millions de dollars soutenant les initiatives de la société civile en Afrique occidentale et centrale, avec un accent particulier sur le Sahel. De 2015 à 2018, elle a été l'institutrice pour le Sahel et l'Afrique subsaharienne au Foreign Service Institute du département d'État, où elle a formé des diplomates américains avant leur affectation dans la région. Commentatrice politique et spécialiste de la télévision, Mme Camara a été présentée, entendue et vue sur CNN, Aljazeera, Voice of America, le Washington Post, France24 et RFI, entre autres. Mme Camara est titulaire d'une maîtrise en économie internationale et développement de l'Université Grenoble Alpes et d'une licence en relations internationales de l'Université de Paris.

L'ambassadeur (Ret.) Phillip Carter III est président de Mead Hill Group, un service de conseil exécutif international pour les particuliers et les organisations engagées dans le marché mondial des idées, des marchés et des opportunités, en particulier dans le monde en développement.

Son poste précédent était celui de diplomate américain en chef pour le service extérieur et il était l'ambassadeur des États-Unis en Côte-d'Ivoire entre 2010 et 2013. L'ambassadeur Carter exerce les fonctions diplomatiques de ministre conseiller. De 2013 à 2015, il était adjoint du commandant pour les missions civiles et militaires, Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) à Stuttgart, en Allemagne.

Avant sa nomination au poste d'ambassadeur des États-Unis en République de Côte-d'Ivoire, M. Phillip Carter a servi de conseiller principal auprès du Bureau de l'Afrique et auparavant, comme principal sous-secrétaire adjoint de 2008 à 2010. Il a également été secrétaire adjoint intérimaire au Bureau de l'Afrique au cours de la transition entre les administrations de Bush et d'Obama. De 2007 à 2008, M. Phillip Carter était ambassadeur des États-Unis en République de Guinée. L'ambassadeur Carter a également exercé les fonctions de directeur des affaires pour l'Afrique de l'Ouest et de directeur adjoint du Bureau des Affaires de Afrique de l'Est au département d'État américain.

Avant cette affectation, il était chef de mission adjoint (DCM) à l'ambassade américaine à Antananarivo, à Madagascar et DCM à Libreville au Gabon. Avant son arrivée au Gabon en 1997, il était économiste financier international au Bureau des affaires monétaires du Département d'État au sein du Bureau des affaires économiques et commerciales. Au cours de cette période, il a abordé les questions de la dette internationale et des capitaux et a servi de personne-contact du Département sur les questions du Fonds monétaire international avec l'Afrique. De 1992 à 1994, il a servi de conseiller économique et commercial à l'ambassade des États-Unis à Dhaka, au Bangladesh. L'ambassadeur Carter a obtenu un baccalauréat ès arts en économie et en histoire de l'Université Drew en 1980, et une maîtrise ès arts en économie internationale et développement de l'université Yale en 1995.

Dr. Fairlie Chappuis est un expert indépendant des conflits et de la sécurité avec quatorze ans d'expérience dans la recherche, l'élaboration de politiques et les opérations, notamment en Afrique. Elle est une experte inscrite pour l'équipe consultative du secteur de la sécurité internationale et a réalisé des projets pour l'Union européenne, le Conseil danois pour les réfugiés, le Small Arms Survey et le NYU Center for International Cooperation, entre autres. Auparavant, elle a travaillé au DCAF Genève et à la Freie Universität Berlin, et a également été chercheuse invitée au Kofi Annan Institute for Conflict Transformation de l'Université du Liberia, au Stimson Center à Washington DC et à swisspeace à Berne. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'Institut des hautes études de Genève et d'un doctorat de l'Institut Otto Suhr de science politique de la Freie Universität Berlin.

Le lieutenant-général Birame Diop est le conseiller militaire au Département des opérations de paix (DPO) des Nations Unies. Avant cette nomination, il a été le chef d'état-major des forces armées sénégalaises. Il a été aussi conseiller à la sécurité nationale auprès du président du Sénégal. Le général Diop a également occupé précédemment les fonctions de chef d'état-major et de chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air sénégalaise. Il a accumulé un total de 7 000 heures de vol en tant que pilote dans l'armée de l'air sénégalaise. Le général Diop a étudié à l'Académie royale de l'air du Maroc, à l'Université de Californie du Sud, à l'Université de l'air de l'Alabama et au Collège Inter Armées de Paris. Le général Diop est universitaire et praticien qui a travaillé pendant de nombreuses années avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), en tant qu'animateur et conférencier dans un large éventail de séminaires. Il a été chercheur à la Fondation nationale pour la Démocratie (NED) et au Woodrow Wilson Center où il a mené des recherches sur la réforme du secteur de la sécurité en Afrique. Le général Diop a publié plusieurs articles sur les capacités de transport aérien stratégique, la réforme du secteur de la sécurité et les relations civilo-militaires en Afrique subsaharienne. Il est doctorant en diplomatie et relations internationales au Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Dakar / Sénégal.

Le Dr Mehari Taddele Maru est actuellement professeur à temps partiel au Centre de politique migratoire et coordinateur académique du programme des jeunes leaders africains à l'École de gouvernance transnationale et à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie.

Le Dr Mehari est également membre de l'Institut d'études comparatives d'intégration régionale de l'Université des Nations Unies (UNU-CRIS), à Bruges, en Belgique. Diplômé des universités de Harvard et d'Oxford, il est titulaire d'un doctorat en sciences juridiques de l'université J.L. Giessen, en Allemagne, d'un MPA de Harvard, d'un MSc de l'université d'Oxford et d'un LLB de

l'université d'Addis-Abeba. Avec plus de 20 ans d'expérience de gestion et de travail professionnel dans des organismes multilatéraux, il allie l'excellence de la recherche à une connaissance approfondie des systèmes multilatéraux.

Le Dr Mehari est membre du comité technique du Forum de haut niveau sur la sécurité de Tana (qui s'inspire du Forum de Munich sur la sécurité pour l'Afrique et lui est uniquement lié), et il a travaillé en tant que coordinateur du programme de migration de l'UA et expert juridique à la Commission de l'Union africaine (CUA). Il a été chef de programme pour la prévention des conflits et l'analyse des risques à l'Institut d'études de sécurité (IES) et directeur de la réforme universitaire à l'université d'Addis-Abeba, en plus d'être membre du Sénat et du comité d'orientation de l'université.

Il a également servi de personne ressource pour la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique sur les ressources transfrontalières, le Dialogue de haut niveau IGAD-ONU, le Forum sur la sécurité de Tana, la GIZ, l'Association africaine des formateurs au soutien de la paix (APSTA), le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), le Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés (GPPAC), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), le Life and Peace Institute (L&PI : Uppsala) ; le Enough Project (Washington) ; et l'organisation humanitaire Not on Our Watch, basée à Los Angeles. Il a également été le membre expert pour l'Afrique dans le cadre de la révision du partenariat Afrique-UE sur la migration, la mobilité et l'emploi ainsi que sur l'enseignement supérieur.

De même, il a rédigé le rapport sur l'état de la région de l'IGAD, la stratégie de paix et de sécurité de l'IGAD pour 2020 et l'état de la paix et de la sécurité de la région de l'IGAD. Il a également élaboré la stratégie de médiation du Soudan du Sud et le rapport du mécanisme de surveillance et de vérification de l'IGAD pour le Soudan du Sud, et a facilité diverses négociations de paix au Soudan du Sud. En tant que consultant en matière de migration auprès de l'IGAD, il a conçu le plan d'action de l'IGAD en matière de migration (IMAP) et le programme des priorités en matière de migration pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ; il a également élaboré le plan d'action et rédigé le protocole de l'IGAD pour la libre circulation des personnes tout en facilitant toutes les négociations et les réunions consultatives nationales sur ce protocole.

En reconnaissance de son expertise, il a été invité à faire des présentations devant les organes décisionnels et politiques de l'ONU, de l'UA et des CER, notamment devant le Conseil de paix et de sécurité, le Comité des représentants permanents, les conseils ministériels et les CER de l'UA et de l'IGAD, ainsi que les groupes de travail intergouvernementaux du Conseil des droits humains de l'ONU. Son travail a été cité dans diverses décisions de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, ainsi qu'au Conseil des ministres et aux conférences ministérielles. Le Dr Mehari est un auteur, critique et commentateur de diverses questions régionales et internationales.

L'ambassadrice Fatima Kyari Mohammed est l'observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies. En plus de ses fonctions de représentation, son mandat comprend le développement et le maintien de relations institutionnelles constructives et productives entre l'Union africaine et les institutions des Nations Unies, le soutien et la coordination des activités du Groupe africain aux Nations Unies ainsi que le suivi, la mise en

œuvre et la promotion efficaces des décisions de l'Union africaine au sein du groupe africain dans les négociations multilatérales. Avant sa nomination, elle était conseillère spéciale principale à la Commission de la CEDEAO. Sa carrière s'étend sur plus de deux décennies et se concentre sur la paix, la sécurité, le développement socio-économique, l'intégration régionale, le développement des organisations et la gestion de projets dans les secteurs public et privé. Elle a étudié dans les domaines de la paix, de la sécurité, du développement et de la transformation des conflits (Université d'Innsbruck), de la gestion responsable et du développement économique durable (Université des Nations Unies pour la paix, Costa Rica) et de la Communication institutionnelle (Université européenne, Suisse). Elle est titulaire d'une licence en conception environnementale (ABU, Zaria, Nigéria). Elle est également une ancienne participante du Centre d'études stratégiques de l'Afrique et a reçu une bourse de la foundation Eisenhower (2016).

Mme Michelle Ndiaye est la représentante spéciale et chef du bureau de l'Union Africaine en RDC. Auparavant, elle était directrice du programme de paix et de sécurité en Afrique en collaboration avec la Commission de l'Union africaine à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) et la chef du secrétariat du Forum de Tana. Mme Ndiaye a travaillé sur une variété de projets avec diverses organisations locales et internationales et apporte à bord une riche 4 expérience dans le domaine de la gouvernance démocratique et locale, de l'après-conflit et du relèvement communautaire, du développement durable et des questions environnementales, de la justice transitionnelle, communication et recherche. Elle possède une vaste expérience en gestion politique et administrative et une expérience de la gestion de programmes multidonateurs à grande échelle. Avant de rejoindre IPSS, elle était directrice générale du Mandela Institute for Development Studies (MINDS). Avant de rejoindre MINDS, entre 1999 et 2011, elle a successivement dirigé plusieurs organisations africaines et internationales en tant que directrice exécutive de Greenpeace Afrique, PDG de l'Institut africain pour la citoyenneté d'entreprise (AICC), fondatrice et directrice des projets Afrique pour Akena Research and Consulting et Regional Directeur de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires. Mme Ndiaye a commencé sa carrière en 1995 en tant que chargée de programme à l'Institut africain pour la démocratie (IAD), une organisation non gouvernementale et un projet du PNUD basé à Dakar au Sénégal qui promeut la démocratie et la gouvernance en Afrique et en particulier dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest.

Mme Ndiaye est diplômée en sciences politiques (BA) de l'Université du Québec à Montréal, Canada. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit public et d'un diplôme de troisième cycle en sciences politiques (DEA) de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal. Elle est doctorante à l'Université de Leipzig, Allemagne.

FACILITATEURS (en ordre alphabétique)

Dr. Nathaniel Allen est professeur adjoint pour les études de sécurité, chargé de superviser la programmation académique du CESA sur la cybersécurité et les opérations de soutien de la paix et d'intégrer ces considérations dans la recherche et le rayonnement du Centre. Son travail se concentre sur les relations civilo-militaires, les partenariats de sécurité régionale, les efforts de contre-insurrection et la guerre non conventionnelle.

Avant de rejoindre le CESA, le professeur Allen était conseiller politique auprès du groupe de travail sur l'extrémisme dans les États fragiles au sein de l'U.S. Institute of Peace (l'Institut des

États-Unis pour la paix). Il a également travaillé au Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État américain, pour les commissions des affaires étrangères et des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis, et avec le NORC au département des projets internationaux de l'Université de Chicago. Les recherches du Dr. Allen ont été publiées dans des revues et journaux politiques de premier plan. Il a reçu des bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'U.S. Institute of Peace, dont il a reçu une bourse de la Paix Williams Jennings Randolph en 2016-2017.

Dr. Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et en études africaines de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins, d'une maîtrise en études du développement de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton, et d'une licence en sciences politiques du Swarthmore College.

Dr. Anouar Boukhars est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Dr. Anouar Boukhars collabore étroitement avec les dirigeants du secteur de la sécurité, qu'ils soient représentants de l'État ou d'organisations non-gouvernementales afin d'élaborer des activités et programmes relatifs à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses travaux de recherche sont axés sur les dynamiques de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, il était chargé de recherche non titulaire dans au sein du programme sur le Moyen-Orient au Carnegie Endowment for International Peace et professeur associé de relations internationales au McDaniel College à Westminster dans le Maryland. Au cours des dix dernières années, le Dr. Boukhars a été membre de plusieurs comités consultatifs et de comités sur le Sahel et l'Afrique du Nord, dont l'African Peacebuilding Network du Social Science Research Council. D'août 2015 à juillet 2017, le Dr. Boukhars a siégé à l'Institute for Peace and Security Studies d'Addis-Abeba en Éthiopie en qualité d'animateur principal de son programme phare : la maîtrise de gestion de la paix et de la sécurité en Afrique.

Ses ouvrages ont été publiés dans des revues telles que : Journal of Conflict Studies, International Political Science Review, Middle Eastern Studies, the Africa Center for Strategic Studies' Africa Security Brief, European Security, Journal of the Middle East and Africa, Counter Terrorism Center Sentinel, World Politics Review, Al Jazeera Center for Studies, Orient et Terrorism Monitor. Le Dr. Boukhars effectue souvent des travaux sur le terrain pour l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations Unies, le département d'État américain ainsi que pour des gouvernements européens.

Mr. Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de la Old Dominion University de Norfolk en Virginie, d'un master en sciences sociales appliquées de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane au Maroc et d'une licence en littérature anglaise de l'Université Ibn Tofail de Kenitra au Maroc.

Dr. Catherine Léna Kelly est professeure associée chargée de superviser le portefeuille du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) sur la justice, l'État de droit et la gouvernance, et d'intégrer ces considérations dans les programmes académiques, la recherche et la sensibilisation.

Son travail porte sur la sécurité citoyenne, les partis politiques et la démocratisation, l'État de droit et la stabilisation, et la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly était conseillère auprès de l'Initiative sur l'État de droit à l'Association du barreau américain et a collaboré avec plusieurs équipes au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie et au Somaliland. En sa qualité de titulaire d'une bourse de recherche postdoctorale à la Washington University à St. Louis, elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie, puis enseigné le cours sur l'Afrique de l'Ouest et co-enseigné les modules de gouvernance et de religion dans le cours sur les Études Régionales au Foreign Service Institute du Département d'État. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, notamment une bourse du Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention du Centre de recherche ouest-africain, et deux bourses d'étude en langues étrangères et études régionales du Département de l'éducation des États-Unis pour la langue wolof et la recherche doctorale au Sénégal. Ses travaux ont été largement publiés dans des revues stratégiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence (B.A.) avec mention très bien de la Washington University à Saint-Louis.

Dr. Emile Ouédraogo est professeur adjoint de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions portant sur l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale et la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a collaboré avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique à plus de 25 activités en tant que conférencier, facilitateur et auteur. Il travaille aussi avec l'AFRICOM, Partners Global, la Fondation Conrad Adenauer, Friedrich Erbet Stiftung et le parlement de la CEDEAO. Il est membre du réseau africain de réforme du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la sécurité du citoyen du Burkina Faso.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, M. Ouedraogo a achevé en 2017-18 une mission de six mois pour l'Union africaine en tant qu'expert en gouvernance et réforme du secteur de la sécurité pour Madagascar. En tant que ministre de la sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a mis au point et lancé une stratégie de sécurité intérieure et a rendu opérationnel le concept de police de proximité et de participation de la communauté à la gestion des problèmes de sécurité. Après 30 années de service dans l'armée du Burkina Faso, il a pris sa retraite d'officier d'active en 2012 avec le grade de colonel, ayant occupé entre autres les postes d'aide de camp du premier ministre, d'officier commandant du régiment de soutien et responsable de la division du renseignement militaires auprès de l'état-major général.

Ouedraogo a été parlementaire dans l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au parlement de la CEDEAO, où il siégeait dans les comités des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. C'est dans cette capacité qu'il a mené des missions d'information et de renseignement dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO. Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité dans la région de la CEDEAO.

Le capitaine de vaisseau Joaquim Pacheco Santos assure la liaison entre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) et le ministère portugais de la Défense, coordonnant les échanges sur la politique africaine en matière de sécurité et les études académiques. Il est également modérateur et conférencier lors des programmes universitaires du CESA.

Avant de rejoindre le CESA, le capitaine Joaquim Pacheco Santos a été assistant exécutif et conseiller du commandant de l'Académie navale de l'Angola à Luanda. De 2015 à 2017, il a été le commandant de l'École des Marines, et en 2017, il a été le commandant adjoint du Corps des Marines portugais. En outre, le capitaine Joaquim Pacheco Santos a été commandant du corps de cadets de l'Académie navale portugaise de 2010 à 2013, chef du département de psychologie de l'Académie navale de 2005 à 2010, et professeur de comportement organisationnel à l'Académie navale de 2005 à 2010. Le capitaine Santos a été le chef du département de la formation au comportement organisationnel et au leadership de 2002 à 2005 et le commandant de l'unité des péniches de débarquement du corps des Marines de 1999 à 2002.

Le capitaine Santos est titulaire d'un doctorat en gestion et comportement organisationnel de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (ISCTE) de Lisbonne et d'une maîtrise en comportement organisationnel de l'Institut supérieur de psychologie appliquée (ISPA) de Lisbonne. Le capitaine Santos est conférencier invité sur le leadership, la motivation et l'éthique des entreprises et des affaires à l'ISCTE-IUL à l'université de Lisbonne depuis 2005. Il a publié plusieurs articles scientifiques sur le développement et la formation des chefs d'équipe.